

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 10 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GP sarl

Impasse du Pré du Canal
17600 Saujon

Références : 0007211745/2026/69

Saisissez du texte ici

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement GP sarl implanté Le bois de coupe-gorge Route de Saujon 17600 Sablonceaux. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GP sarl
- Le bois de coupe-gorge Route de Saujon 17600 Sablonceaux
- Code AIOT : 0007211745
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société G.P SARL exploite au lieu-dit « Le Bois de Coupe-Gorge » sur la commune de Sablonceaux (17 600) une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) au titre de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées, autorisée par arrêté préfectoral du 2 avril 2009 pour une durée de 20 ans. Par courrier du 25 mars 2015 elle a bénéficié de l'antériorité de son autorisation suite à l'entrée des ISDI dans le régime des installations classées pour la protection de l'environnement en application du décret n°2017-1501 du 12 décembre 2014. Elle a télédéclaré le 19 décembre 2019 (preuve de dépôt n° A-9-BUC0PRTMQ) des activités de broyage, concassage et transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes issus des chantiers de l'entreprise. Ces dernières activités constituent les principales activités du site. Le siège social est situé Impasse du Pré du Canal sur la commune de Saujon (17 600).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites inspections du 18/10/2019	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3, 9 et 15	Demande d'action corrective	1 mois
2	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Traçabilité des terres excavées et sédiments (Articles 6 à 9)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	RNDTS (Registre National des Déchets Terres Excavées et Sédiments)	Code de l'environnement du 29/01/2026, article R.541-43-1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites inspections du 18/10/2019	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3, 9 et 15	Sans objet
3	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 18	Sans objet
4	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22	Sans objet
5	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 31	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit compléter son registre chronologique en intégrant les données manquantes et veiller à sa compatibilité avec le téléversement mensuel sur Trackdéchets. Les anomalies identifiées dans l'extraction Trackdéchets 2025 devront être corrigées.

L'ISDI constituant un établissement secondaire de l'entreprise GP, l'exploitant est tenu de déclarer cet établissement secondaire auprès du Centre de Formalités des Entreprises (CFE) compétent afin d'obtenir un numéro SIRET distinct.

L'autorisation d'exploitation du site arrive à échéance en avril 2029. L'exploitant est tenu d'anticiper le renouvellement de son enregistrement. À cette occasion, les capacités des différentes activités exercées sur le site pourront faire l'objet d'un réexamen. L'exploitant devra en outre justifier de l'absence d'impact de l'installation existante, notamment par la production des derniers résultats de mesures de bruit et de poussières réalisés dans les conditions d'exploitation les plus défavorables. Le cadrage préalable de la procédure de renouvellement avec l'inspection des installations classées devra être engagé au cours du premier semestre 2028.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites inspections du 18/10/2019

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3, 9 et 15
Thème(s) : Risques chroniques, Suites inspections du 18/10/2019
Prescription contrôlée : Article 3 : Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que le tri des déchets n'était pas correctement réalisé, qu'il existe sur place des déchets de végétaux, du plastique et du bois. L'exploitant veillera à les faire éliminer et justifiera leur évacuation vers un centre dûment autorisé à les recevoir. Article 9 : L'exploitant est le producteur de ses déchets et ne stocke que des déchets visées à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12/12/2014. Il n'a pas mis en place de procédure d'admission, cependant il doit mettre en place le registre d'admission. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, une copie du registre d'admission des déchets pour les mois de septembre et octobre 2019. Article 15 : L'exploitant justifiera que les déchets d'enrobés bitumineux ont bien fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante
Constats : L'exploitant a répondu à ces observations par courriel du 12 novembre 2019. Article 3 : Les déchets indésirables devaient être évacués vers un centre autorisé à les recevoir. Aucun justificatif n'a été transmis. L'exploitant indique qu'il évacue l'ensemble des déchets indésirables vers les filières autorisées à les accepter. Il a transmis post-inspection les factures 2025 relatives aux évacuations des déchets indésirables du site.

<p>Article 9 : Dans le registre d'admission du 01/01/2019 au 25/10/2019 le code déchet relatif aux mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron n'était pas repris dans le tableau pour les stocks concernés. Ce code a été ajouté dans le registre 2025 présenté lors de l'inspection.</p> <p>Article 15 : la justification que les déchets d'enrobés bitumineux ont bien fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contenaient ni goudron ni amiante n'a pas été apportée. L'exploitant a indiqué que les déchets d'enrobés provenaient soit de centrales dans lesquelles ni goudron ni amiante ne sont autorisés ou de chantiers pour lesquels ces vérifications sont faites par les maîtres d'ouvrage. Il a adressé, post inspection, les fiches techniques des enrobés produits par la principale centrale dont sont issus les déchets.</p> <p>Suite à l'inspection de 2019 l'exploitant a procédé à la télédéclaration de ses activités de transit et broyage. Il lui a été rappelé que la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation ne devait pas être supérieure à 200 kW. À ce titre le broyeur déclaré et le crible ne peuvent fonctionner simultanément. Aucun broyeur n'était présent sur le site. Les campagnes sont espacées de plusieurs années. La dernière campagne d'une semaine date de septembre 2023 avec un concasseur REV GCV80 d'une puissance de 129 kW.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de justifier que les déchets d'enrobés bitumineux ont bien fait l'objet de tests montrant qu'ils ne contenaient ni goudron ni amiante. Il doit conserver les justificatifs des centrales et des chantiers dont sont issus les déchets d'enrobés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Règles d'exploitation du site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'accès principal depuis la route départementale est équipé d'un portail fermé à clé en dehors des heures d'ouverture. Lors de l'inspection il a été constaté la réfection récente de la clôture de part et d'autre du portail suite à dégradation. La clôture côté domaine public n'appelle pas d'observation particulière. Côté parcelles latérales, des haies arbustives marquent la limite de propriété. Le bois situé côté Nord-Ouest délimite l'ISDI. L'exploitant informe du passage de chasseurs par le site.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit rappeler en périphérie du site l'interdiction d'accès par un panneau apposé sur les clôtures ainsi qu'au droit des haies latérales et du bois. Il transmet à l'inspection les photos attestant de cette sécurisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Règles d'exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Brûlage
Prescription contrôlée : Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.
Constats : Il n'a pas été observé de traces de brûlage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Règles d'exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation
Prescription contrôlée : Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés : - l'identification de l'installation de stockage ; - le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ; - les jours et heures d'ouverture ; - la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ; - le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours. Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.
Constats : Le panneau est en place. L'exploitant a indiqué que compte tenu de l'altération des inscriptions il prévoyait le remplacement en 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, GERE
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare ses déchets conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.
Constats : L'exploitant procède aux télédéclarations annuelles relatives à l'ISDI : En 2023 il a indiqué avoir admis 3242 t et traité 2927 t soit 315 t éliminées dans l'ISDI En 2024 il a indiqué avoir admis 4127,25 t et traité 3733,25 t soit 394 t éliminées dans l'ISDI En 2025 il a indiqué avoir admis 2772 t et traité 2478 t soit 394 t éliminées dans l'ISDI avec une capacité restante de 25223 m ³ . La quantité éliminée chaque année sur le site reste bien inférieure aux 1500 m ³ maximum (soit environ 2400 t) autorisés par l'arrêté préfectoral du 2 avril 2009. L'activité prédominante du site est aujourd'hui le transit et la valorisation des déchets de chantier de l'entreprise. Le dossier de renouvellement de l'installation devra intégrer cette évolution. Aucune plainte relative au site n'a été signalée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traçabilité des terres excavées et sédiments (Articles 6 à 9)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, RNDTS
Prescription contrôlée : Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'installation : - la date de réception ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle

<p>susvisée</p> <ul style="list-style-type: none"> - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ; - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ; <p>d) Concernant l'opération de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Le registre de l'année 2025 ne fait pas apparaître les données relatives au transport des terres excavées et sédiments ainsi qu'au mode de traitement des déchets précisé annexe IV de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit sous 1 mois compléter son registre avec les données manquantes et s'assurer de sa compatibilité pour le téléversement mensuel sur trackdéchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : RNDTS (Registre National des Déchets Terres Excavées et Sédiments)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/01/2026, article R.541-43-1
Thème(s) : Situation administrative, Télédéclaration Trackdéchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes [...] traitant des terres excavées et sédiments, [...] Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>« Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un compte trackdéchets correspondant au numéro de SIRET du siège. Les terres excavées et sédiments transitants ou éliminés sur le site de Sablonceaux apparaissent sur le site de Saujon.</p> <p>Les données enregistrées sur Trackdéchets présentent quelques anomalies :</p> <ul style="list-style-type: none">• le récépissé transporteur n°23745178 a expiré depuis le 22/04/2025• les quantités autorisées au titre de la rubrique 2760-3 (ISDI de Sablonceaux) sont indiquées à 30000 t/an hors l'autorisation porte sur 30000 m³.• Pour l'année 2025 l'extraction trackdéchet précise qu'il a eu 90 déclarations pour 1764,18 tonnes et 471,28 m³ transportés. <p><u>Numéro de SIRET</u></p> <p>L'ISDI ne dispose pas de numéro de SIRET propre. Elle est actuellement rattachée au même numéro que le siège de l'entreprise, situé impasse du Pré du Canal à 17600 Saujon (SIRET : 509 583 423 00025). Dans ces conditions, il n'est pas possible de distinguer les déchets entrants et sortants des différents sites de l'entreprise.</p> <p>Or, ce site constitue un établissement secondaire de l'entreprise G.P. SARL et doit, à ce titre, disposer d'un numéro de SIRET spécifique attribué par l'INSEE.</p> <p>À noter que l'entreprise disposait précédemment d'un établissement secondaire situé au 48 route de Cozes à 17600 Saujon, aujourd'hui fermé.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit sous 1 mois :

- corriger les erreurs constatées sur l'extraction 2025 de trackdéchets.
- attester de l'engagement des démarches nécessaires à la déclaration de son établissement secondaire auprès du Centre de formalités des entreprises (CFE) compétent, conformément à l'article R.123-40 du Code de commerce.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois